



Le Chili à la croisée des chemins

François Reman

Mars 2020

14.200 signes

Si le soulèvement populaire qui secoue le Chili depuis plus de trois mois était hautement probable, sa magnitude a cependant quelque chose d'inédit. Au-delà d'un malaise social exprimé dans la rue avec une violence peu ordinaire, cette révolte prétend décadénasser la matrice socio-politique néolibérale¹ d'une transition démocratique jamais parvenue à véritablement solder l'héritage de la dictature militaire. Cette crise majeure plonge le Chili dans une période de grande incertitude qui pourrait déboucher sur l'élaboration d'un nouveau pacte social entre les différentes composantes de la société (version optimiste) ou voir, au contraire, émerger une réponse autoritaire et réactionnaire (version pessimiste).

¹ Le concept de « matrice socio-politique » est utilisé par Manuel Antonio Garretón pour comprendre les transformations des sociétés latino-américaines en surmontant la dichotomie entre la structure et les acteurs. Voir : Latin America in the 21st century. Toward a new sociopolitical matrix. (Co-auteurs M.Cavarozzi, P.Cleaves G. Gereffi, J. Hartlyn). The North South Center Press, Miami, 2003.

Pour être en mesure de saisir les ressorts profonds de la crise actuelle au Chili, il faut se souvenir que le pays est gouverné depuis plus de 40 ans par des normes et des valeurs néolibérales.² Cette durée exceptionnelle en fait un cas unique en Amérique latine. Pensé par un groupe d'économistes formés à l'Université de Chicago, imposé à la faveur du coup d'Etat militaire de 1973 et inscrit dans la constitution de 1980, le modèle néolibéral a constitué la clef de voûte d'une transition vers la « démocratie » concertée et étroitement contrôlée. Le néolibéralisme, auquel d'autres pays d'Amérique latine ont goûté via des plans d'ajustements structurels particulièrement contestés, s'est donc imposé comme un horizon politique indépassable au Chili. Cette persistance du néolibéralisme s'explique par l'existence d'enclaves autoritaires au cœur de la démocratie chilienne mais aussi par l'absence d'un modèle de gouvernabilité concurrent au sein du champ politique chilien dès la fin des années 1980.

A l'époque, l'univers de sens du Chili nouvellement démocratique s'est constitué autour d'un « sujet néolibéral » profondément individualiste, valorisant avant tout sa propre autonomie et se démarquant radicalement des intérêts collectifs. Pour être plus précis, il s'agissait d'un sujet dépolitisé s'accrochant quotidiennement à une normalité présentée par le sociologue Abraham Franssen, comme « celle d'une société marchandisée, consumérisée, individualisée, amnésique et dépolitisée. Une société de compétition et de consommation généralisées qui a affecté les subjectivités, en souffrance ou instrumentalisées, consumées et consumérisées, dans une tension permanente pour assurer la survie ou pour rester dans la course, réduisant la légendaire convivialité, au mieux, à l'espace familial et transformant la promenade dominicale en déambulation dans les mégacentres commerciaux³ ». C'est cet univers de consumérisme et de compétition de tous contre tous qui a volé en éclats avec les manifestations d'octobre 2019. Cette agonie était encore en cours à l'heure où ces lignes étaient écrites (mars 2020).

L'usure d'un modèle

L'ensemble des rapports des organisations internationales convergent en général pour reconnaître au Chili un dynamisme économique certain mais qui se cumule avec de grandes inégalités sociales. Parmi les traits les plus saillants de l'architecture socio-économique chilienne, la privatisation de biens communs comme l'éducation, la santé et les retraites traduit évidemment la dimension la plus brutale du néolibéralisme local. Cette caractéristique constitue un facteur favorisant les inégalités et l'exclusion sociale. Mais si ces affolantes inégalités constituent le soubassement explicatif des événements que traversent le Chili actuellement, elles ne permettent pas, pour autant, d'expliquer le niveau de méfiance de la société globale envers le monde politique. L'éruption sociale en cours a donc *in fine* plus fondamentalement trait aux lacunes de la transition démocratique inachevée après le retour, au tout petit trot, d'ailleurs, des militaires dans les casernes.

² Voir Contreras Osorio Rodrigo, La dictature de Pinochet en perspective, Sociologie d'une révolution capitaliste et néoconservatrice, L'Harmattan, 2007.

³ Le récit d'Abraham Franssen a consulté sur le site du CETRI (www.cetri.be) détaille à la perfection les ressorts, le profil, les aspirations et les limites des dynamiques contestataires en cours, face à une élite prête à lâcher du lest... pour finalement garder ses privilèges. Url : <https://www.cetri.be/Chili-1-insurrection-venue>. Date de consultation : 25 février 2020.

Dans son ouvrage consacré au bilan politique des gouvernements de centre-gauche entre 1990 et 2010, Manuel Antonio Garretón fait à juste titre remarquer que « la contestation des bienfaits supposés d'un modèle qui démontrait son succès en termes de croissance économique et d'insertion sur les marchés internationaux mais qui peinait à offrir un projet démocratique complet est apparue, dès 2006, à partir des mobilisations de la société civile. Cette contestation exigeait une modification des lignes directrices du modèle économique et soutenait la possibilité d'une alternative au dogme néolibéral de l'économie chilienne »⁴. Cette transformation aurait supposé de renforcer l'action de l'Etat et de ne plus confier au seul marché des pans entiers des politiques publiques et sociales. Hélas, trop peu a été fait dans ce sens. C'est cette facture qui est, aujourd'hui, sur la table de l'administration Piñera.

Les événements actuels doivent, en conséquence, s'analyser en les replaçant dans une dynamique de contestation qui a, en réalité, débuté il y a une petite vingtaine d'années. En 2001, 50.000 étudiants du secondaire ont manifesté contre le modèle néolibéral (*el mochilazo*) en scandant dans les rues de Santiago « *La asamblea manda. No el gobierno* », ce qui pourrait se traduire de la façon suivante : « A nous de définir le cap. Pas au gouvernement ni aux partis politiques ». En 2006, plus d'un million d'adolescents ont défilé dans les rues du Chili pour réclamer une éducation gratuite et de qualité (*el pinguinazo*)⁵. En 2011, la même demande a gagné les étudiants du secondaire (*el movimiento estudiantil*)⁶. En 2018, de grandes manifestations féministes (la *marcha feminista*) ont pris le relais de la contestation.

Les gouvernements successifs (Aylwin, Frei, Lagos, Bachelet, Piñera) ont en grande partie ignoré ces demandes sociales mais ont, au contraire, complété et perfectionné le modèle néolibéral en lui donnant une apparence moderniste, démocratique et futuriste. Un seul mot d'ordre durant ces trois décennies: le Chili était et devait rester le jaguar de l'Amérique latine. Les classes populaires furent alors généreusement conviées à participer au festin néolibéral grâce à une offre de crédit à la consommation leur permettant de se procurer des articles jusque-là réservés aux classes moyennes et supérieures.

Le succès économique des gouvernements de l'après-Pinochet n'a donc pas changé grand-chose à la structure sociale oligarchique et inégalitaire qui a tout simplement fini par user la société chilienne. Les mécanismes d'amortisseur de la contestation (consommation et facilité d'endettement) ont perdu de leur efficacité avec le temps. Aussi l'équilibre précaire qui structurait le Chili post-pinochetiste a-t-il volé en éclat le 18 octobre 2019.

Une révolte des classes populaires et marginalisées

Selon l'historien Gabriel Salazar, cette date marque l'entrée dans l'arène de la contestation des classes populaires qu'il appelle aussi « *pueblo mestizo* » (population métissée)⁷. Abusées, discriminées, invisibilisées depuis l'indépendance du pays, exclues des structures du travail traditionnel, ces classes populaires se sont, au fil du temps, réfugiées dans la paysannerie, l'artisanat, l'extraction minière artisanale. Implantées maintenant dans les villes, elles sont

⁴ Garretón Manuel Antonio, *Neoliberalismo corregido y progresismo limitado. Los gobiernos de la Concertación en Chile, 1990-2010*. Editorial-Arcis, Clasco coediciones, 2012.

⁵ Alvear Atlagich Fernando & Miranda Rozas Carlos, *La révolution des Pingouins, symptôme d'une crise néolibérale*, La Revue nouvelle, janvier-février 2007.

⁶ Reman François, *Chili. Plus qu'un mouvement étudiant*, La Revue nouvelle, novembre 2011.

⁷ Salazar Gabriel, *El reventón social en Chile, una mirada histórica*, octobre 2019, Url :

<https://nuso.org/articulo/protestas-Chile-estudiantes-neoliberalismo/>. Date de consultation : 29 octobre 2019.

devenues trois fois plus nombreuses que la « classe moyenne » blanche mais en l'absence de processus d'industrialisation, elles sont restées complètement marginalisées. Elles ont, par contre, toujours été perçues comme un ennemi intérieur potentiellement menaçant. A intervalles réguliers, ces populations ont participé à de grands mouvements de protestation sociale souvent en s'exprimant souvent avec violence (saccages, vandalisme, incendies).

Pour Salazar, cette masse populaire se caractérise par une blessure transgénérationnelle, un inconscient chargé d'exclusion, de colère et d'ignorance par le pouvoir de sa citoyenneté (spécialement, sa citoyenneté sociale). Cette blessure l'a finalement poussée à se révolter de manière violente. De tout temps, la révolte sociale des milieux précarisés chiliens a mis sous haute tension les institutions et suscité l'angoisse des classes dirigeantes comme le prouve le message Whatsapp audio, filtré par le journal La Tercera, de Cecilia Morel, l'épouse du président Sebastian Piñera. On y décèle cette peur existentielle des classes dominantes chiliennes de se voir déposséder par cette « *horde prolétarienne* » qualifiée, au passage, d'« *invasion extraterrestre* ». « *Je crois que le plus important, c'est de garder la tête froide, de ne pas s'affoler, parce que ce qui vient est très, très, très grave. (...) Ils ont essayé de brûler un hôpital, ils ont essayé de s'emparer de l'aéroport, bref, on est absolument dépassé, c'est comme une invasion étrangère, extraterrestre, je ne sais pas comment dire, et nous ne sommes pas armés pour les combattre. S'il vous plaît, gardons notre calme, faisons appel aux gens de bonne volonté, c'est le moment de ratio..., de rationa..., comment on dit ?, de rationner la nourriture, et nous allons devoir diminuer nos privilèges et partager avec les autres* »⁸.

Quelle sortie de crise ?

Face à la révolte, le président Piñera a déployé une stratégie de répression brutale, au demeurant, complètement prévisible, qui a fait une trentaine de morts, 5000 blessés (dont plus de 300 personnes éborgnées). Acculé, Piñera a finalement négocié avec les partis de l'opposition un grand accord pour la paix sociale et la nouvelle constitution. Cet accord doit se traduire par la mise en place d'un processus constitutionnel qui sera initié par un référendum pour valider (ou pas) l'idée d'une nouvelle constitution et qui définira la composition de la future convention constitutionnelle. « Si cet accord est historique écrit Abraham Franssen, il n'a pourtant pas permis le rétablissement de la paix sociale, de par la nature de la mobilisation et de la répression, mais aussi parce qu'il ne s'agit à ce stade que d'une réponse procédurale, longue et incertaine, ne garantissant aucun contenu substantiel, et parce que sa source, un accord historique entre partis politiques au Congrès, est elle-même déconsidérée⁹ » Cette interprétation passablement pessimiste n'autorise-t-elle aucun espoir de sortie de crise par le haut, c'est-à-dire permettant un fonctionnement politique permettant de répondre concrètement aux exigences de changements structurels ?

Quand les cris, la rage et la répression s'apaiseront, on verra si la voix de ceux qui n'ont jamais été invités à la prise de décision sera enfin entendue. Pour cela, il faudra que les adeptes du *statu quo*, poussés dans leurs derniers retranchements, acceptent de céder au moins un petit peu de leur pouvoir. Il n'est, à ce propos, pas évident que le chemin qui doit mener à une nouvelle constitution s'accompagne d'un grand pacte social davantage égalitaire.

⁸ La Tercera, édition mise en ligne du 22 octobre 2019.

⁹ Abraham Franssen, op cit.

A l'instar d'autres pays de la région, la sortie de crise pourrait alors prendre un tournant populiste réactionnaire et autoritaire. Dans ce cas, les aspirations populaires seraient une fois de plus étouffées. La question du rapport de forces avec l'administration Piñera est donc centrale et plus que jamais d'actualité.